l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHR

Besançon, le 22/06/2020

Le confinement s'arrête… et la lutte de classe rebondit !

Samedi dernier 20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers (ces « premiers de corvée », y compris pendant toute la période de confinement) a rassemblé au moins autant de participants que la précédente, samedi 30 mai : plusieurs dizaines de milliers. Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières, parti des États-Unis, se propage dans tous les pays et en particulier en France.

Les deux manifestations appelées par le Comité Adama les 2 et 13 juin ont, elles aussi, réuni des dizaines de milliers de personnes à Paris, avec des rassemblements très importants en régions. Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme institutionnel s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire. Pour le gouvernement, qui avoue redouter une révolte de la jeunesse, le mot d'ordre est simple : matraquer les jeunes pour mieux exploiter ou licencier leurs parents.

Matraquer les uns pour mieux exploiter et licencier les autres

Le dernier exemple en date est cette interpellation d'une violence inouïe de Farida, infirmière, indignée par l'arrosage de gaz lacrymogènes lors de la manifestation des soignants mardi 16 juin dernier. Alors que les forces de police ont obtenu en 24 heures le retrait de l'interdiction du placage d'étranglement, les soignants, eux, attendent toujours leurs augmentations de salaire et des embauches.

De fait, la colère du monde hospitalier se superpose aux autres rassemblements contre le racisme et les violences policières. Le 16 juin, les blouses blanches (en « colère noire ») se comptaient en dizaines de milliers dans tout le pays. Mais elles s'ajoutent également aux mobilisations contre les suppressions de postes chez Renault.

Une telle superposition des colères pourrait bien devenir le pire cauchemar de Macron. C'est pourquoi, malgré le bégaiement gouvernemental, Macron a finalement choisi son camp. Dans son allocution du 14 juin, reprenant la rhétorique de l'extrême droite, il a assuré la police de son soutien (comprendre : la garantie de l'impunité dont elle bénéficie) tout en traitant mensongèrement de « séparatistes » les manifestants contre le racisme.

« Pas de justice pas de paix »

Le combat de la jeunesse contre le racisme et les violences policières ainsi que son cri de ralliement, « pas de justice, pas de paix », recèle un potentiel politique immense. Oui, la bourgeoisie mène une véritable guerre aux classes populaires. Pendant que les milliards affluent sur les grandes entreprises du CAC 40, la militarisation croissante de la police se déchaîne à la fois contre la jeunesse des quartiers populaires issue de l'immigration, mais aussi sévit contre les grèves et les manifestations. La police et la justice montrent le même mépris pour les ouvriers et chômeurs en Gilets jaunes des petites villes que pour les ouvriers et chômeurs d'origine immigrée des banlieues pauvres des grandes villes. Tout comme le patronat qui licencie pour un oui ou pour un non des jeunes rétifs à la discipline ou des militants qui se refusent à l'exercice trompeur du dialogue social.

Oui, il faut une mobilisation d'ampleur pour faire taire les racistes, pour combattre les contrôles au faciès, les discriminations institutionnelles à l'embauche, dans l'accès au logement, les démarches administratives, dans tous les aspects de la vie sociale. Il faut en finir avec la fabrique de sans-papiers, avec les frontières qui tuent par milliers chaque année en Méditerranée. C'est tout le monde du travail qui sortirait gagnant de s'unir contre toutes ces tares criminelles de la société capitaliste.

Une belle manifestation !

Nous étions plusieurs dizaines de milliers à manifester le 16 contre l'austérité dans la Santé. À Besançon, le cortège a rassemblé plus de mille cinq-cent personnes, du CHU, de Novillars, de la Polyclinique de Franche-Comté…

Malgré la crise sanitaire, le gouvernement continue à fermer des lits, aucun recrutement n'a été fait, quant aux salaires, pas de nouvelles. Si nous voulons que les choses changent, nous devons continuer à manifester notre colère avec tous ceux qui en ont marre de ce système qui protège les profits au détriment de la population.

Ça débloque !

En revenant dans leurs blocs, après l'activité Covid, les collègues ont découvert que la direction revoyait totalement l'organisation du travail, sans les avoir consulté. Sous couvert de la création d'un bloc opératoire d'urgence, elle veut imposer la polyvalence à l'ensemble des équipes, sans tenir compte des spécialisations de chacun.
En CTE (Comité technique d'établissement), elle a précisé que, quoi qu'il en soit, cette réorganisation aura lieu. Oui, mais voilà, c'est nous qui faisons fonctionner ces salles opératoires !

Les primes mettent du beurre dans les épinards, mais pour faire bouillir la marmite, il faut de véritables augmentations de salaire !

Les camarades CAE n'ont pas droit à la prime Covid, tout comme les étudiants manip' radio qui sont venus aider pendant la période Covid ou les salariés de GSF qui font le ménage dans les couloirs de l'hôpital. Quant aux étudiants, IDE, kiné…, la direction compte sur un financement du conseil régional…

Pendant le Ségur de la santé, les fermetures de services continuent

En avril dernier, le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) du Grand Est confirmait le plan de restructuration du CHU de Nancy en pleine crise du Covid-19 et la suppression de 600 postes. Pour avoir dit ce que voulait faire le gouvernement, il a été déplacé…

Deux mois plus tard, alors que le coronavirus sévit encore, on pouvait lire dans *l'Est républicain* du 12 juin : *« Le nombre de suppressions de postes envisagé d'ici à 2033 pourrait être de 978 postes (en équivalent temps plein), soit 400 de plus. »*

Quand des familles demandent des comptes

La famille de Patricia Boulak, aide-soignante à l'Ehpad de Valdoie (90), la Rosemontoise, décédée en réanimation, porte plainte contre X pour homicide involontaire, mise en danger de la vie d'autrui et non assistance à personne en danger. Dans cet établissement plus de 20 % des résidents sont décédés du Covid-19.

La famille se joint au collectif national qui regroupe des familles de résidents et de soignants décédés du Covid-19 pour demander des comptes au gouvernement.

Quel mépris !

D'après *l'Est républicain* du 17 juin 2020, l'une des sœurs de Mme Boulak raconte qu'elle a reçu un appel d'une représentante de l'ARS, lui disant que *« le président Macron nous invite pour la cérémonie du 14 juillet au titre des familles endeuillées.[…] Nous trouvons cette invitation indécente. Une poignée de main du président ne nous ramènera pas notre sœur et n'effacera pas les erreurs commises. »*

300 euros pour tous, pas des miettes !

D'après *le Parisien* du 20 juin, Nicole Notat a envoyé aux syndicats « un pré-projet de protocole d'accord » sur les « carrières et rémunérations » des agents de la fonction publique hospitalière.

Ce document parle d'une « bonification indiciaire » identique pour « l'ensemble des personnels », titulaires et contractuels, d'une augmentation majorée pour les soignants et certains employés médicaux techniques… mais sans jamais rien chiffrer.

Alors que le gouvernement a donné 15 milliards d'aides pour l'aéronautique, 5 milliards pour Renault, pour l'hôpital, il arrive les mains vides !

Police for ever !

Castaner, monté sur ses ergots, après un week-end de mobilisations contre les violences policières, avait annoncé l'abandon de la clé d'étranglement et tancé sévèrement la police, menaçant de suspension en cas de « soupçons avérés » de racisme. Il a dû rentrer… au poulailler et tout remballer devant l'indignation de la maison Poulaga.

C'est que gouvernement et patronat ont, plus que jamais, besoin des bons et loyaux services de la police.

Pour nous écrire ou prendre contact, e-mail : etincelle25@free.fr
Notre site internet : https://www.convergencesrevolutionnaires.org/